

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Se sert-il du quai gouvernemental du Pacific Environment Institute à Vancouver-Ouest pour amarrer son bateau particulier et, si oui, est-ce conforme à la politique du gouvernement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député comprendra certainement que de telles questions devraient être inscrites au *Feuilleton*. Je doute fort qu'elles soient recevables.

M. Davis: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Le député connaît la réponse à sa question. Il sait que c'est oui; il sait qu'il s'agit d'un tout petit bateau. Il sait que si d'autres fins publiques pouvaient être ainsi servies, il serait déplacé. Il sait que des milliers de bateaux sont amarrés à des quais publics sans frais.

M. Reynolds: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. L'embarcation du ministre est amarrée à un quai du gouvernement et non pas à un quai public, et, pendant qu'il s'y trouvait, il occupait la place d'une embarcation du gouvernement qui a dû être amarrée ailleurs; en ce faisant elle a été avariée. A mon avis, un ministre de la Couronne ne devrait pas se servir à des fins personnelles des installations du gouvernement.

M. Davis: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège une fois de plus. Le député sait qu'on a fait une enquête approfondie et que l'autre embarcation n'a pas été déplacée et que, si elle a été avariée, c'est par manque de précaution.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il nous reste bien peu de temps. Le député de Victoria a la parole.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE
D'ESQUIMALT—DEMANDE DE CONFIRMATION

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Cet été le ministre de l'Environnement m'a écrit que l'on procéderait à la construction d'un institut océanographique de 7 millions à Esquimalt-Saanich et que le premier coup de bêche serait donné en septembre. Jusqu'à maintenant, aucun signe de vie n'a été donné. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que ses plans n'ont pas été modifiés en ce qui concerne l'institut océanographique?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, le député a raison de supposer que ce projet aura lieu tel qu'annoncé. Les plans de mise en chantier sont très avancés.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE DÉPÔT DES PLANS POUR LE NORD DE L'ONTARIO—
L'ENGAGEMENT DU PERSONNEL DU BUREAU

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. A la suite des entretiens qui se sont dérou-

Questions orales

lés entre les fonctionnaires du MEER et ceux du gouvernement de l'Ontario, le ministre peut-il dire à la Chambre quand le gouvernement compte déposer ses plans de développement industriel dans le Nord de l'Ontario?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'en ignore la date précise, mais je peux affirmer que les négociations avec le gouvernement d'Ontario avancent rapidement. Aux dernières informations, ce serait tout au plus l'affaire d'un mois ou de quelques semaines.

M. Rodriguez: Étant donné l'impuissance du MEER à décentraliser son personnel, le ministre voudrait-il informer la Chambre s'il est maintenant disposé à engager du personnel du bureau du Nord de l'Ontario?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, sans accepter la première partie de la question, il est certain que nous avons l'intention d'engager autant de personnes compétentes que nous le pouvons et je suis sûr qu'il y en a beaucoup dans le Nord de l'Ontario qui sont aptes à remplir ces postes.

LE CAS DU YUKON ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre qui m'a informé, à la fois ici et au comité il y a plusieurs mois, qu'on ferait une étude complète pour établir s'il est possible d'appliquer le programme d'expansion économique régionale aux deux territoires du Nord du Canada. Peut-il dire maintenant si ces études sont terminées et si cette partie du Canada sera incluse dans le programme d'expansion économique régionale de façon qu'il ait un caractère vraiment national?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai eu des entretiens avec certains des représentants du Territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest et mon collègue le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et ses fonctionnaires ont rencontré nos agents pour voir comment les programmes des deux ministères pouvaient être intégrés. S'il se révélait avantageux d'étendre les programmes du MEER vers le nord, nous trouverons un moyen de le faire.

* * *

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ DE LA RÉIMPOSITION DU DROIT
D'ENTRÉE SUR LE BŒUF AMÉRICAIN—LES INTENTIONS
DU GOUVERNEMENT

M. Ross Whicher (Bruce): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, j'ai une question à poser au premier ministre. A-t-on des raisons de penser que les autorités des États-Unis consentiraient à renoncer aux droits de douanes sur le bœuf canadien et, dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de réinstaurer les droits de douanes sur le bœuf qui entre au Canada de façon que nos éleveurs puissent se trouver sur un pied d'égalité avec leurs concurrents des États-Unis?